

## Crédit aux SNF – France • Septembre 2022

### Le taux de croissance du crédit reste soutenu

- La croissance de l'encours de crédit aux sociétés non financières se poursuit à un rythme soutenu en septembre (+7,9 %, après +7,2 % en août et +7,0 % en juillet), sous l'effet du dynamisme conjugué du crédit à l'investissement et du crédit de trésorerie.
- La croissance annuelle du crédit à l'investissement se renforce de nouveau (+8,1 %, après +7,8 % en août), toujours portée par sa composante équipement, dont la croissance atteint +10,0 %, après +9,4 % en août.
- Le crédit de trésorerie progresse à +8,4 %, après +6,3 % en août.

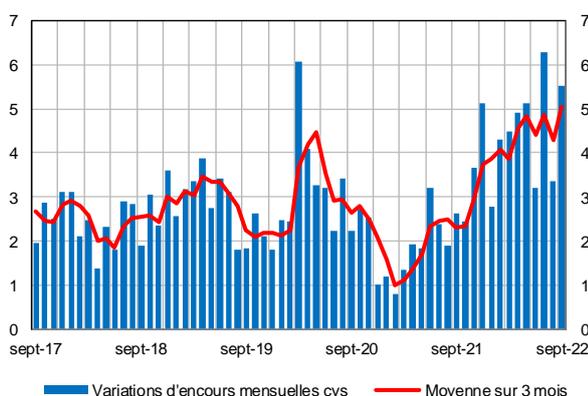
### Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut		
	sept-22	juil-22	août-22	sept-22
<b>Total</b>	<b>1 305</b>	<b>7,0</b>	<b>7,2</b>	<b>7,9</b>
Investissement	901	7,7	7,8	8,1
Équipement	565	9,2	9,4	10,0
Immobilier	336	5,2	5,2	5,2
Trésorerie	337	6,3	6,3	8,4
Autres	67	3,1	3,4	2,3

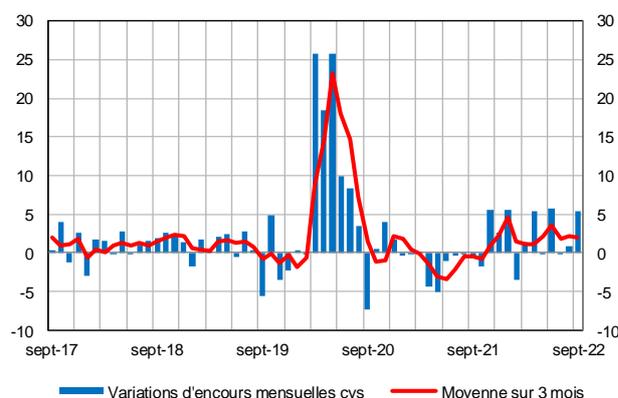
### Variations mensuelles d'encours de crédits à l'équipement (données cvs-cjo\*)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



### Variations mensuelles d'encours de crédits de trésorerie (données cvs-cjo\*)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



\* Les flux nets mensuels cvs-cjo des autres crédits aux SNF ont été répartis entre investissements et trésorerie au prorata de leurs encours

Source et réalisation : BANQUE DE FRANCE – DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE L'INTERNATIONAL



## Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels. Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevaletur euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.

